

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION,
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté complémentaire relatif à la surveillance
des eaux souterraines

**Société KODAK
71100 CHALON-SUR-SAONE**

N° 09-03261

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V,

VU l'arrêté préfectoral n° 97/2785/2-2 du 4 septembre 1997 autorisant la société KODAK INDUSTRIE SA à exploiter un établissement de fabrication de produits photographiques et de revalorisation de l'argent sur le territoire des communes de CHALON SUR SAONE, FRAGNES, CHAMPFORGEUIL, CRISSEY et VIREY LE GRAND, complété par:

-l'arrêté préfectoral n° 98/3305/2-2 du 1^{er} septembre 1998 prescrivant la réalisation d'une étude de diagnostic initial de la pollution du site et d'une évaluation simplifiée des risques;

-l'arrêté préfectoral n° 03/0779/2-3 du 04 avril 2003 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative à la mise en conformité des installations d'incinération de déchets non dangereux (incinérateur arrêté en 2004);

VU la déclaration du 17 janvier 2007 de la société KODAK INDUSTRIE de la cessation définitive de l'ensemble des activités du site;

VU le dossier de cessation totale d'activité transmis le 29 mars 2007 et complété par:

- le dossier transmis en mai 2007 relatif à l'extraction de cuves enterrées près du bâtiment 24;
- le dossier transmis le 13 décembre 2007 relatif au diagnostic des sols au droit du bassin de décantation de l'ancienne station argent (bâtiment 32),
- le dossier transmis le 13 décembre 2007 relatif au diagnostic des sols de l'ancien bâtiment 19,
- le dossier transmis le 15 mai 2008 relatif au plan de gestion de la zone « ESTAR »,
- le dossier transmis le 30 septembre 2008 relatif au plan de gestion de la zone « Grandes Largeurs»,
- le dossier transmis le 11 décembre 2008 relatif à la réhabilitation de la zone « ESTAR »,
- le dossier transmis le 17 mars 2009 relatif à la réhabilitation de la zone « Grande Largeur »,

VU la déclaration du 05 janvier 2009 de changement de dénomination de la société KODAK INDUSTRIE SA au profit de la maison-mère KODAK SA, suite à la fusion-absorption par cette dernière,

VU la déclaration du 23 juin 2009 de changement de dénomination de la société KODAK SA au profit de KODAK (SAS),

VU les conclusions de la visite d'inspection du 12 mai 2009,

VU l'avis et les propositions de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 22 juin 2009,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 9 juillet 2009 au cours de laquelle le pétitionnaire a été entendu,

VU le courrier du 17 juillet 2009 par lequel le demandeur fait part qu'il n'a pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par courriel du 15 juillet 2009,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 12 mai 2009 a permis de constater que les travaux de sécurisation du site, de réhabilitation des sols et de réaménagement du site ont été réalisés conformément aux dispositions du mémoire de cessation d'activité et de ses compléments,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'exploitant de vérifier, par l'intermédiaire d'un programme de surveillance mené sur une durée significative, l'absence de pollution résiduelle des eaux souterraines,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1ER

La société **KODAK** dont le siège social est sis 26, rue Villiot, 75 594 PARIS CEDEX 12 est tenue, pour le site qu'elle a exploité sur le territoire des communes de CHALON SUR SAONE et FRAGNES, de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement de la ou des nappe(s) aquifère(s) sous-jacente(s). L'emplacement des piézomètres amont-aval est défini par la société KODAK avec l'appui d'un hydrogéologue.

Leur emplacement est défini sur les plans annexés au présent arrêté. Toute modification d'emplacement est réalisée en accord avec l'inspection des installations classées et est justifiée.

Sur la base des piézomètres et des paramètres définis en annexe du présent arrêté, l'exploitant réalise un suivi semestriel des eaux souterraines jusqu'au 31 décembre 2012 ; jusqu'à cette date, une analyse a lieu chaque année en période de "basses eaux" et l'autre en période de "hautes eaux". A l'issue de la dernière campagne d'analyses en 2012, l'exploitant proposera, en le justifiant, la prolongation, la modification, voire l'arrêt de la surveillance.

Les résultats des mesures sont transmis dès réception par la société KODAK à l'inspection des installations classées. Le rapport précise, outre le résultat des contrôles accompagné de commentaires :

- pour les paramètres ci-dessus référencés : l'emplacement du prélèvement, l'unité de mesure et la norme utilisée pour l'analyse,
- pour les mesures de niveaux des eaux : les conclusions quant au sens d'écoulement de la nappe constaté lors de la période de mesure.

Le rapport reprend l'historique des mesures antérieures et en examine et commente l'évolution pour chaque paramètre et chaque piézomètre. Le cas échéant, des propositions sont établies.

ARTICLE 3 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des communes sur le territoire desquelles est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant un mois à la porte des mairies par les soins du maire.

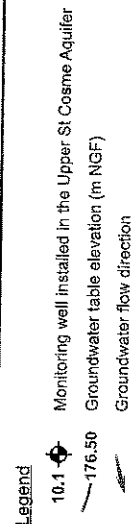
ARTICLE 6 - EXECUTION ET COPIES

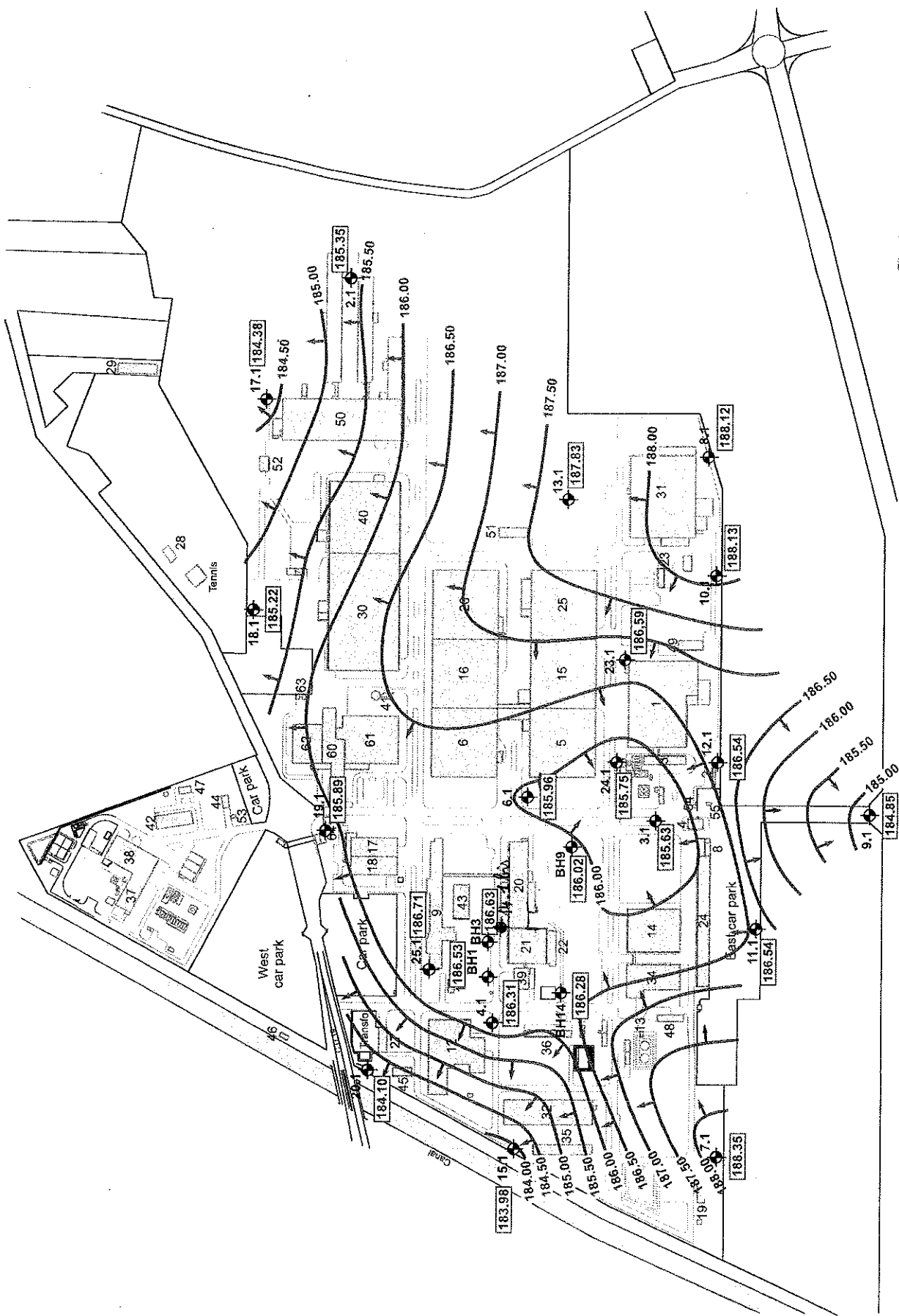
Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de CHALON-SUR-SAONE, MM. les maires de CHALON SUR SAONE et de FRAGNES, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de CHALON-SUR-SAONE,
- M. le maire de CHALON SUR SAONE,
- M. le maire de FRAGNES,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la directrice départementale de l'équipement à MACON,
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt à MACON,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à MACON,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à MACON,
- M. le directeur régional de l'environnement à DIJON,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à MACON,
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile à MACON,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - Inspecteur des installations classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 23 juillet 2009
LE PREFET

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet,
Christian CHASSAING





GROUNDWATER FLOW DIRECTION IN THE UPPER ST COSME AQUIFER (NOVEMBER 2008)



GROUNDWATER MONITORING

CHALON-SUR-SAONE

KODAK

Legend

- 10.1 Monitoring well installed in the Upper St Cosme Aquifer
- 186.50 Groundwater table elevation (m NGF)
- Groundwater flow direction

Date	Scale	See bar scale	Drawn
Mars 2009	See bar scale	App'd	SLW
Reference	Size	PAR	A3
Job No.	43742456	Job No.	IDE

FIGURE 1

ANNEXE **Liste des piézomètres et des paramètres à surveiller**

Paramètres	Manganèse	Arsenic	Nickel	Sulfates	Hydrocarbures totaux	1,1 dichloroéthane	1,1 dichloroéthylène	1,2 dichloroéthylène (1,1 DCE)	Dichlorométhane (DCM)	Naphtalène	Méthyl Tertié Butyl-Ether (MTBE)	Tétrachloroéthylène	Trichloroéthylène	Toluène	Chlore de vinyle	Mp-Xylène	Di-isopropyl-ether	Biphenyl
Piezomètres	Nappe du Saint-Cosme supérieur																	
2.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
13.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
8.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
10.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
12.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
9.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
11.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
7.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
15.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
20.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
19.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
18.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
17.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
24.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
14.1bis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
4.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
25.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3.1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Piezomètres	Nappe du Saint-Cosme inférieur																	
2.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
8.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
9.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
7.2bis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
4.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
21.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
6.2	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	

Pour chacun des piézomètres, les mesures de niveau d'eau sont systématiquement effectuées concomitamment aux prélèvements X correspond aux piézomètres devant faire l'objet d'une surveillance semestrielle pour le paramètre considéré

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour

Mâcon, le **23** JUL. 2009

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet,

Christian CHASSAING